

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – RECOMMANDATION

*À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé*

Département(s)	Présidence	Date	4 septembre 2023
Numéro	23.228	Heure	9h21

**Auteur-e(-s) :** Groupes VertPOP et Vert'Libéral-Le Centre

**Titre :** Pour une élection complémentaire respectant les principes démocratiques !

**Contenu :**

Nous demandons au Conseil d'État d'annuler l'arrêté de convocation des électrices et électeurs pour l'élection complémentaire fixée au 26 novembre 2023 et de repousser cette élection au début de l'année 2024 afin de garantir son déroulement en respectant les principes démocratiques.

**Développement (facultatif) :**

Suite à la démission d'un de ses membres en date du 31 août 2023, le Conseil d'État a décidé de fixer l'élection complémentaire au 26 novembre 2023, avec un dépôt des listes prévu au 2 octobre.

Le Conseil fédéral a pourtant décidé de renoncer à la tenue d'une votation populaire fédérale le 26 novembre 2023 en raison des élections fédérales du 22 octobre, comme c'est la coutume. Si le Conseil fédéral lui-même voit un problème à tenir une votation à cinq semaines des élections, on a du mal à croire que le Conseil d'État estime opportun de tenir une élection à la même date.

Cette décision est clairement problématique, les délais sont inacceptablement serrés pour les partis politiques, qui doivent, en l'espace d'un seul mois, définir une stratégie, consulter leurs organes décisionnels et faire un appel à candidatures garantissant un processus démocratique. De plus, de nombreux-ses candidat-e-s sont actuellement engagé-e-s sur les listes des élections fédérales, décision qu'ils et elles ont prise avant d'avoir connaissance du retrait d'un membre du Conseil d'État. Certes, rien ne s'oppose légalement à une candidature aux deux élections, mais le signal envoyé aux électrices et électeurs s'en trouvera complètement brouillé.

Dans un contexte de désintérêt, voire de méfiance envers les autorités politiques de la part de la population, la décision de cette élection précipitée et verrouillée constitue un signal très négatif. Le Conseil d'État est donc prié de revenir sur sa décision et de fixer une nouvelle date.

**Demande d'urgence :** OUI

**Auteur-e ou premier-ère signataire :** *prénom, nom* (obligatoire) :

Diane Skartsounis

Autres signataires ( <i>prénom, nom</i> ) :	Autres signataires suite ( <i>prénom, nom</i> ) :	Autres signataires suite ( <i>prénom, nom</i> ) :
Clarence Chollet	Julien Gressot	Mireille Tissot-Daguette
Sarah Blum	Maxime Auchlin	Cloé Dutoit
Armin Kapetanovic	Marc Fatton	Marina Schneeberger
Barbara Blanc	Brigitte Neuhaus	Adriana Ioset
Patrick Erard	Jean-Marie Rotzer	Stéphanie Skartsounis
Blaise Fivaz		